



ACTUALITES EN BREF DU LUNDI

- L'Assemblée générale élit 18 nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme
- Ban préoccupé par le regain de violences à Gaza et dans le sud d'Israël
- Darfour: la MINUAD exhorte les combattants à reconnaître que les violences sont une impasse
- Un expert de l'ONU se rend au Japon pour y évaluer la réalisation du droit à la santé après Fukushima
- L'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental prévient des dangers du statu quo
- Tourné vers l'avenir, le Timor-Leste n'a plus besoin du soutien d'une opération de maintien de la paix, selon l'ONU
- Journée mondiale de la pneumonie : l'ONU appelle à mettre hors d'état de nuire le «plus grand tueur d'enfants»
- RPDC : la malnutrition persiste en dépit de meilleures récoltes, annoncent la FAO et le PAM
- L'UNESCO récompense deux projets innovants sur l'utilisation sûre de l'Internet
- Golan : Ban préoccupé par les échanges de tirs intrasyriens et la riposte israélienne
- L'UNOCA et la Confédération africaine de football s'engagent à promouvoir la paix ensemble

L'Assemblée générale élit 18 nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme



12 novembre - L'Assemblée générale a élu lundi 18 nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme, qui siégeront pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 2013.

L'Assemblée générale a élu, lundi, à bulletins secrets, 18 nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme.

L'Assemblée générale élit 18 nouveaux membres du Conseil des droits de l'homme, le 12 novembre 2012. Photo: ONU/Rick Bajornas et du Venezuela.

Il s'agit de l'Allemagne, de l'Argentine, du Brésil, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Sierra Leone, des Émirats arabes unis, de l'Estonie, des États-Unis, de l'Éthiopie, de l'Irlande, du Kazakhstan, du Kenya, du Japon, du Monténégro, du Pakistan, de la République de Corée

Ces pays siégeront au Conseil des droits de l'homme pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 2013. Ils rejoindront l'Angola, l'Autriche, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Chili, le Congo, le Costa Rica, l'Equateur, l'Espagne, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Koweït, la Libye, la Malaisie, les Maldives, Maurice, l'Ouganda, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Qatar, la République de Moldova, la République tchèque, la Roumanie, la Suisse et la Thaïlande.

Les 18 membres sortant sont l'Arabie saoudite, le Bangladesh, la Belgique, le Cameroun, la Chine, Cuba, Djibouti, les États-Unis, la Hongrie, la Jordanie, le Kirghizistan, Maurice, le Mexique, le Nigéria, la Norvège, la Fédération de Russie, le

Sénégal et l'Uruguay.

Le Conseil des droits de l'homme est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies, composé de 47 États qui ont la responsabilité de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme autour du globe. Le Conseil a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU, le 15 mars 2006, avec le but principal d'aborder des situations de violations de droits de l'homme et d'émettre des recommandations à leur encontre.

Ban préoccupé par le regain de violences à Gaza et dans le sud d'Israël



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Photo: ONU/Eskinder Debebe

12 novembre - Le Secrétaire général de l'ONU a exprimé lundi sa préoccupation devant le regain de violences à Gaza et dans le sud d'Israël, qui a provoqué la mort de plusieurs Palestiniens, dont des civils, et fait des blessés dans les deux camps. Déplorant les pertes en vies humaines, il a appelé à l'atténuation immédiate des tensions.

Ban Ki-moon « réitère son appel à la cessation immédiate de tirs indiscriminés de roquettes contre Israël par des militants palestiniens. Il condamne fermement ces actes », indique la déclaration communiquée par son porte-parole, dans laquelle il appelle aussi les Israéliens « à faire preuve d'un maximum de retenue ».

« Les deux parties doivent faire tout leur possible pour éviter une nouvelle escalade et respecter leurs obligations, en vertu du droit international humanitaire, de protéger les civils en toutes circonstances », précise la déclaration.

D'après la presse, des tirs de missiles sporadiques en provenance de Gaza ont touché le sud d'Israël lundi pour la quatrième journée consécutive. Parallèlement, six Palestiniens, dont deux militants, auraient été tués par des frappes aériennes israéliennes à Gaza, à la suite d'une attaque commise depuis une jeep. Tsahal aurait annoncé une intensification de son action en cas de poursuite des tirs de roquettes.

Il y a presque quatre ans, l'armée israélienne lançait l'opération « Plomb durci », destinée à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens effectués depuis Gaza en direction du territoire israélien. Plus de 1.400 personnes ont été tuées et au moins 5.000 autres blessées pendant les 23 jours qu'aura duré ce conflit qui a débuté le 27 décembre 2008.

Darfour: la MINUAD exhorte les combattants à reconnaître que les violences sont une impasse



Le village de Sigili, dans le Nord Darfour, a été récemment attaqué. Photo: MINUAD/Albert González Farran

12 novembre - La Représentante spéciale par intérim de l'Opération hybride Nations Unies-Union africaine au Darfour (MINUAD) a appelé lundi le gouvernement soudanais et les groupes armés de la région à reconnaître que les combats qu'ils se livrent ne causent préjudice qu'au peuple du Darfour.

Aichatou Mindaoudou – qui est également Médiatrice en chef conjointe – a lancé cet appel alors que les combats qui se sont déroulés le 9 novembre dernier entre les forces armées soudanaises et un groupe armé inconnu, situé près de Shangil Tobaya, dans le nord du Darfour, s'inscrivent selon elle dans le cadre d'un cycle de conflit qui dure depuis des mois.

Mme Mindaoudou « exhorte toutes les parties à cesser immédiatement les hostilités, à respecter les droits humains internationaux et le droit humanitaire, et à s'engager pleinement dans un règlement pacifique du conflit » souligne un communiqué de presse de la MINUAD.

Les personnels soignants de la mission ont porté secours aux combattants blessés vendredi, avant de répondre à une demande d'évacuation aérienne en direction d'El Fasher, la capitale soudanaise du Nord Darfour, où les victimes ont reçu des soins additionnels.

La fourniture d'une assistance médicale aux combattants de tous bords est une exigence du droit humanitaire international et fait partie intégrante du mandat de la MINUAD.

Un conflit a éclaté au Darfour il y a neuf ans entre forces gouvernementales et les milices qui lui étaient alliées et groupes rebelles. On estime à plusieurs centaines de milliers le nombre de victimes.

La MINUAD a estimé que la récente escalade était un sujet de grave préoccupation. Mme Mindaoudou a demandé aux deux parties d'accepter de reconnaître que des violences supplémentaires ne seraient qu'une impasse préjudiciable au peuple du Darfour.

Outre les combats de vendredi, des informations font état d'une attaque perpétrée contre des civils, l'enlèvement d'un civil, ainsi que de déplacements de populations dans la localité de Sigili, 40 kilomètres au sud-est d'El Fasher. Le mois dernier a également été endeuillé par le décès de cinq Casques bleus, tués dans des violences.

Le Document pour la paix au Darfour fournit une feuille de route globale pour mettre fin aux violences au Darfour et établir une paix durable dans la région. Finalisé en mai 2011 à Doha, au Qatar – pays qui s'est impliqué considérablement dans les efforts de médiation inter-soudanais –, le plan a été signé par le gouvernement et un des groupes rebelles, un deuxième ayant récemment de s'y conformer.

Un expert de l'ONU se rend au Japon pour y évaluer la réalisation du droit à la santé après Fukushima



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé, Anand Grover.

12 novembre - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé, Anand Grover, a annoncé lundi qu'il se rendrait en mission au Japon, du 15 au 26 novembre, pour évaluer la réalisation du droit à la santé de ses habitants presque deux ans après le violent séisme de mars 2011.

« Je vais examiner les liens entre le droit à la santé des personnes affectées et les actions prises dans le cadre de l'intervention d'urgence, puis le redressement suite au séisme, au tsunami et à l'accident de la centrale de Fukushima », a indiqué M. Grover dans un communiqué de presse.

Il s'agit de la toute première mission au Japon d'un expert indépendant mandaté par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour le suivi et l'évaluation du droit humain à la santé dans le monde.

« Je suis solidaire du peuple japonais, qui a été confronté à une triple tragédie sans précédent », a affirmé le Rapporteur spécial, qui a l'intention de « contribuer à la réflexion collective nationale et de participer au débat sur les leçons retenues de la réponse à la catastrophe et sur les défis à relever pour la nation ».

« En tant que partie neutre à ce débat important, j'écouterai l'ensemble des points de vues et présenterai mes observations indépendantes sur ce qui a fonctionné et sur ce qui pourrait être amélioré pour réaliser pleinement le droit à la santé des populations affectées », a souligné M. Grover.

Le gouvernement japonais a invité l'expert indépendant de l'ONU à effectuer cette mission. Il se rendra à Tokyo, ainsi que dans les préfectures affectées de Fukushima et de Miyagi.

L'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental prévient des dangers du statu quo



L'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Christopher Ross. Photo: ONU Multimedia

12 novembre - Lors d'un entretien lundi avec le Ministre des affaires étrangères espagnol, l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Christopher Ross, a déclaré qu'un statu quo concernant le statut final du Sahara occidental était « insoutenable » et « dangereux » dans le contexte de la montée de l'extrémisme, du terrorisme et de la criminalité organisée dans la région du Sahel.

« Le conflit sur le statut final du Sahara occidental dure depuis 37 ans, donc depuis bien trop longtemps », a affirmé M. Ross dans un communiqué de presse.

« S'il est tentant pour certains d'affirmer qu'il est trop risqué de relancer les efforts de paix et que le statu quo garantit au moins la stabilité, je suis convaincu que cela serait une erreur grave, particulièrement alors qu'il est menacé par la montée de l'extrémisme, du terrorisme et des éléments criminels dans la région du Sahel », a-t-il expliqué.

Dans le cadre de la mission que lui a confiée le Secrétaire général de l'ONU, M. Ross vient de s'entretenir avec le gouvernement du Maroc et la direction du Front Polisario. Il s'est également rendu en Algérie et en Mauritanie afin d'y relancer les pourparlers. À l'issue de ses discussions avec le gouvernement espagnol, M. Ross se rendra à Paris, Londres, Washington et Moscou afin de mobiliser le soutien de la communauté internationale.

« Si la situation est laissée en l'état, les violences pourraient reprendre avec des conséquences tragiques pour le peuple sahraoui et l'ensemble de l'Afrique du nord », a prévenu M. Ross.

« Le conflit doit être résolu et cela est possible s'il existe une volonté réelle d'engager le dialogue et de faire preuve de compromis pour trouver une solution acceptable pour tous. J'exhorte toutes les parties prenantes à s'engager au plus vite dans des négociations sérieuses », a-t-il souligné en demandant aux membres de la communauté internationale qui exercent une influence dans la région de soutenir ces efforts.

Tourné vers l'avenir, le Timor-Leste n'a plus besoin du soutien d'une opération de maintien de la paix, selon l'ONU



Le Conseil de sécurité. UN Photo/Ryan Brown

12 novembre - « Le Timor-Leste est aujourd'hui une nation jeune, vibrante et dotée d'un grand potentiel, alors qu'elle était en cendres lorsque je l'ai visitée en 1999 », a déclaré lundi le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour ce pays, qui a estimé qu'il était temps de retirer l'opération de maintien de la paix qui y est déployée depuis 2006.

Selon Finn Reske-Nielsen, venu faire un exposé au Conseil de sécurité, les critères contenus dans le Plan commun de transition signé en septembre 2011 ont été remplis. En outre, le bon déroulement des élections nationales de 2012, la mise en place d'un gouvernement reflétant les résultats de ces élections et l'ouverture d'un espace politique dévolu à l'opposition sont des éléments qui parachèvent le retour durable au calme au Timor-Leste.

« Les progrès continus du Timor-Leste ont été attestés par mon échange de lettres avec le Premier Ministre, qui officialise la reconstitution intégrale de la police nationale lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 31 octobre dernier », a affirmé M. Reske-Nielsen. La Police nationale est désormais capable d'assumer toutes les tâches de police sur l'ensemble du territoire, a-t-il poursuivi, en indiquant que cette cérémonie marquait la fin du soutien opérationnel apporté par la Police de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT).

M. Reske-Nielsen a rappelé que la mise en place d'un service de police professionnel et impartial était une entreprise de longue haleine. Mais le Timor-Leste, a-t-il assuré, est à un stade qui appelle d'autres formes de coopération internationale.

Rappelant que les institutions des Nations Unies continueront d'apporter un soutien à la Police nationale au-delà de 2012, il a exhorté les États membres à réitérer leur engagement en faveur de la Police nationale timoraise.

M. Reske-Nielsen s'est aussi félicité d'un développement important dans les efforts visant à traduire en justice les auteurs de crimes et de graves violations des droits de l'homme perpétrés lors de la crise de 2006 : le 19 octobre, deux individus ont été condamnés pour leur rôle dans une attaque ayant causé la mort de six personnes, dont quatre enfants, a-t-il affirmé.

Programmé pour le 31 décembre, le retrait de la MINUT, a poursuivi le Représentant spécial par intérim, s'est accéléré avec la cérémonie de reconstitution intégrale de la police nationale. La mise en œuvre du Plan commun de transition est satisfaisante, a-t-il estimé. Le seul domaine où la Mission ne s'est pas pleinement acquittée de son rôle est l'enquête sur les crimes graves commis entre le 1er janvier et le 25 octobre 1999, a-t-il fait observer.

« Le temps est venu pour le Timor-Leste de redéfinir sa coopération avec la communauté internationale selon d'autres modalités », a déclaré M. Reske-Nielsen. « Une mission de maintien de la paix ou une mission politique ne sont plus nécessaires au Timor-Leste », a-t-il assuré en conclusion.

Journée mondiale de la pneumonie : l'ONU appelle à mettre hors d'état de nuire le «plus grand tueur d'enfants»



Photo: GAVI Alliance

12 novembre - À l'occasion de la Journée mondiale de la pneumonie, observée lundi, les Nations Unies et ses partenaires appellent à redoubler d'efforts pour éradiquer la pneumonie, principale cause de mortalité dans le monde pour les enfants âgés de moins de cinq ans.

« Nous ne pourrions pas réaliser les objectifs de réduction de la mortalité infantile que nous envisageons sans nous attaquer de façon concertée et ciblée contre le principal ennemi des enfants », a déclaré le chef de la santé du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Mickey Chopra, dans un communiqué de presse.

La Journée mondiale de la pneumonie est observée chaque année le 12 novembre afin de sensibiliser l'opinion publique aux moyens de prévenir des millions d'infections évitables chaque année.

Cette maladie est une infection respiratoire grave qui touche les poumons et est responsable du décès de près de 1,2 million d'enfants âgés de moins de cinq ans chaque année dans le monde, soit plus que le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose réunis.

Selon un rapport publié récemment par la Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale pour les femmes et les enfants, conjointement gérée par l'UNICEF et le Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP), près de 1,56 million de vies pourraient être sauvées en cinq ans si l'antibiotique amoxicilline est rendu disponible.

Au niveau mondial, près de 85% des enfants sont vaccinés. Cependant, la plupart des enfants non vaccinés sont issus des familles pauvres qui vivent souvent dans des milieux insalubres et sans les connaissances et moyens nécessaires de protéger leurs enfants contre les risques d'infection.

« Les gouvernements doivent prendre les risques posés par la pneumonie au sérieux et fournir les vaccins, services de diagnostic et soins nécessaires, particulièrement aux plus pauvres. Sinon, ce fléau continuera de tuer jusqu'à 3.400 enfants par jour dans le monde », a souligné M. Chopra.

La Journée mondiale de la pneumonie est organisée par la coalition mondiale contre la pneumonie chez les enfants, un réseau de plus de 140 ONG, institutions académiques, agences gouvernementales et onusiennes.

La coalition a expliqué que les dirigeants nationaux et bailleurs de fonds doivent investir dans des interventions ayant fait la preuve de leur efficacité, notamment des campagnes de vaccination, des soins antibiotiques et une amélioration de

l'assainissement.

« Nous savons ce qu'il faut faire, et nous avons réalisé des progrès considérables, mais nous devons faire davantage. Nous devons renforcer les interventions qui fonctionnent et nous assurer qu'elles atteignent l'ensemble des enfants qui en ont besoin », a indiqué de son côté le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

RPDC : la malnutrition persiste en dépit de meilleures récoltes, annoncent la FAO et le PAM



Des enfants de la ville de Hamhung, en République populaire démocratique de Corée. Ils bénéficient de l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

12 novembre - Une augmentation de la production de denrées vivrières en République populaire démocratique de Corée (RPDC) a été constatée pour la deuxième année consécutive, ont annoncé lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

«La République populaire démocratique de Corée a encore besoin de l'aide internationale, mais elle est sur la bonne voie pour accroître sa production alimentaire et améliorer la nutrition», a déclaré Kisan Gunjal, économiste à la FAO.

Toutefois, soulignent les deux agences, cette hausse ne doit pas masquer la lutte qui se poursuit pour pallier à la sous-alimentation et au manque de protéines et de matières grasses essentielles dans les régimes alimentaires pour près de 2,8 millions de personnes

vulnérables.

La mission d'évaluation conjointe des cultures et de la sécurité alimentaire FAO-PAM s'était rendue, fin septembre-début octobre, dans les neuf provinces agricoles de la RPDC, au moment où se déroulait la principale récolte annuelle de céréales.

Ses membres se sont montrés particulièrement préoccupés par la baisse de 30% de la production de soja et par la quantité limitée de légumes disponibles, qui perpétuent ainsi un manque chronique de protéines, d'huiles, de matières grasses, de vitamines et d'oligo-éléments essentiels dans la plupart des régimes alimentaires.

La production de soja a été la principale victime d'une sécheresse prolongée au cours de la première moitié de la campagne agricole principale 2012. Mais en ce qui concerne le maïs, l'impact de la sécheresse sur la récolte de cette céréale a été largement atténué par l'irrigation, les gens ayant été mobilisés sur une grande échelle pour arroser les cultures à la main.

La production totale pour la principale récolte 2012 et les cultures attendues au début de la campagne 2013 devrait atteindre 5,8 millions de tonnes métriques, soit 10% de mieux qu'en 2011. La mission estime à 507.000 tonnes métriques le volume des importations céréalières nécessaires pour répondre aux besoins alimentaires de base du pays. À supposer que l'objectif du gouvernement d'importer 300.000 tonnes de céréales soit atteint, cela laisserait un déficit de 207.000 tonnes, soit le plus bas depuis plusieurs années.

«Le pays a besoin de produire plus d'aliments riches en protéines comme le soja et le poisson et de déployer des efforts supplémentaires pour faire pousser deux récoltes par an afin qu'une alimentation plus variée soit disponible pour tout un chacun», a déclaré M. Gunjal. Des jardins potagers contribueraient à améliorer la nutrition et des modifications au système de commercialisation des produits agricoles seraient nécessaires pour permettre aux agriculteurs de vendre leur riz, leur maïs et leur blé sur le marché, a-t-il dit.

Les niveaux de malnutrition aiguë ont reculé, mais la situation reste préoccupante car beaucoup d'enfants en bas âge demeurent très vulnérables. Un approvisionnement plus régulier en aliments nutritifs spéciaux tels que les biscuits enrichis et les aliments mixtes durant la période de soudure a représenté un facteur important pour maintenir à distance la malnutrition.

«Cette évaluation a montré très clairement que notre travail a un impact sur la sous-alimentation et il est essentiel que notre programme continue de couvrir de manière adéquate et prévisible les besoins alimentaires de plus d'un million d'enfants dans les crèches, les maternelles, les jardins d'enfants et les écoles primaires», a ajouté de son côté Claudia von Roehl,

directrice de l'antenne du PAM en RPDC.

« Les nouveaux chiffres sur la récolte sont de bonnes nouvelles, mais le manque de protéines et de matières grasses dans les régimes alimentaires est alarmant. Nous devons redoubler d'efforts pour offrir à deux millions d'enfants un flux régulier d'aliments nutritifs et leur assurer ainsi une alimentation plus équilibrée et plus saine», a-t-elle ajouté.

Autre priorité: le soutien aux femmes enceintes et allaitantes, qui se justifie par le fait que leur consommation d'aliments nutritifs, tels que les légumes secs et les huiles, est importante pendant la grossesse et après l'accouchement, car ce sont des périodes critiques pour la santé du nourrisson.

L'UNESCO récompense deux projets innovants sur l'utilisation sûre de l'Internet



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

12 novembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a annoncé lundi la remise du prix 2011 de l'UNESCO pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation au projet allemand Internet ABC et à InfollutionZERO de la République de Corée. La cérémonie de remise des prix aura lieu au siège de l'UNESCO le 20 novembre.

L'objectif du prix est de sensibiliser davantage les jeunes aux questions liées à la sécurité sur Internet et le cyberspace. Cette évolution témoigne d'une prise de conscience croissante des problématiques liées à la protection de la vie privée, à l'impact de sites aux contenus pernecieux et à la protection contre l'intimidation et le harcèlement sur Internet.

Le prix, d'un montant de 50.000 dollars, sera réparti à égalité entre les deux lauréats. Le projet Internet ABC promeut l'utilisation des technologies par les enfants et les adultes à travers des contenus sans publicité, riches de plus d'un million de pages. Des animations attrayantes permettent aux enfants âgés de cinq à douze ans de faire une utilisation plus sûre d'Internet.

Le site propose également une discussion interactive et une plateforme d'opinion pour aider les utilisateurs à développer leur sens des responsabilités sur Internet et favoriser la création de contenus. Des outils éducatifs de grande qualité pour les classes et un module évolutif transculturel appliqué à la Turquie et à d'autres pays sont également proposés.

Cofondatrice et directrice d'Infollution ZERO, Yuhyun Park est récompensée pour son initiative qui fait la promotion de la citoyenneté numérique pour les enfants et les parents. InfollutionZERO cherche à relever les défis liés à « l'infollution », les dommages causés par l'utilisation de polluants numériques comme les prédateurs du cyberspace, l'intimidation, le langage offensant et les phénomènes d'addiction aux technologies.

Le projet propose une approche ludique s'appuyant sur une intrigue fictionnelle et des personnages animés dont l'objectif est d'aider les enfants à reconnaître les cyber-risques. Le projet propose également une exposition conçue pour sensibiliser à « l'infollution » et une recherche originale sur la violence virtuelle qui ajoute à la compréhension de l'infollution et offre des moyens de se prémunir de ses effets négatifs.

Les lauréats ont été sélectionnés par la Directrice générale de l'UNESCO sur la recommandation d'un jury international qui a examiné 51 projets soumis par 39 pays.

Le Prix récompense des personnes, des institutions ou des organisations intergouvernementales pour des projets et des activités témoignant de bonnes pratiques ou d'une utilisation des technologies de l'information et de la communication favorisant l'apprentissage, l'enseignement et les performances éducatives.

Golan : Ban préoccupé par les échanges de tirs intrasyriens et la riposte israélienne



Des casques bleus en patrouille sur le plateau du Golan.

12 novembre - Le Secrétaire général de l'ONU a exprimé dimanche sa préoccupation devant les combats qui se sont déroulés entre les forces de sécurité syriennes et l'opposition armée au Golan syrien, dans la zone de déploiement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagelement (FNUOD), combats qui ont provoqué la riposte d'Israël.

« Le Secrétaire général est profondément préoccupé par les risques d'escalade », indique la déclaration communiquée hier par son porte-parole. « Il lance un appel à la retenue et exhorte la Syrie et Israël à respecter l'accord de désengagement, leurs obligations réciproques et à cesser les hostilités de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu. »

Le plateau du Golan est une région du sud-ouest de la Syrie annexée par l'État hébreu le 14 décembre 1981 au terme de la guerre des Six Jours, en 1967. Jamais reconnue par la communauté internationale, cette occupation a été condamnée par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Signé en 1974, l'Accord de dégagelement établissait une zone tampon et des zones égales de délimitation des forces et des armements de part et d'autre de celle-ci, et demandait l'établissement d'une force d'observation de l'ONU afin de surveiller sa mise en place.

D'après les médias, des tirs d'armes de petit calibre, ainsi qu'un tir d'artillerie auraient atterri dans le Golan occupé, provoquant la riposte d'Israël. Aucune blessure de civils ou de personnels des Nations Unies n'est à déplorer.

Mardi, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, avait prévenu des signes de débordement du conflit en Syrie. « La situation à l'intérieur de la Syrie est de plus en plus sombre chaque jour », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il y avait un risque croissant que la crise n'aggrave une situation déjà très précaire dans la région.

L'UNOCA et la Confédération africaine de football s'engagent à promouvoir la paix ensemble



Photo: ONU/Patricia Esteve

12 novembre - Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la Confédération africaine de football (CAF) ont signé samedi un partenariat devant permettre de conjuguer leurs efforts pour promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale.

Le document concrétisant cette coopération a été signé lors d'une cérémonie à Malabo en Guinée Equatoriale, en marge de la 8ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football féminin, par le Président de la CAF, Issa Hayatou, et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et chef de l'UNOCA, Abou Moussa.

« Les deux organisations concrétisent ainsi leur volonté plusieurs fois exprimée de rappeler que le football n'est pas seulement un spectacle ou un jeu, mais qu'il est aussi vecteur de diplomatie préventive », a rappelé l'UNOCA dans un communiqué de presse.

« Il constitue en effet une plate-forme pour la promotion de ce concept, qui consiste en un ensemble de mesures adoptées pour empêcher l'éclatement des différends, les résoudre avant qu'ils ne dégénèrent en conflit ou pour circonscrire les conflits lorsqu'ils éclatent ».

Sport le plus populaire du monde, le football, offre également un formidable espace de communication dont la CAF et l'UNOCA se serviront pour faire passer des messages sous différents formats, afin de sensibiliser le public à l'importance de la paix pour le développement durable et l'intégration de l'Afrique centrale, une sous-région « pleine d'énergie et de

potentialités ».

Ces actions communes seront essentiellement développées lors des phases finales de la Coupe d'Afrique des Nations et de toute autre manifestation organisée sous l'égide de la CAF en Afrique centrale. De même, la CAF et l'UNOCA mobiliseront leur expertise respective chaque fois que cela est nécessaire pour faire avancer les valeurs communes qu'ils défendent, notamment l'esprit d'équipe, le fair-play, le respect des règles établies ou des lois du jeu, la compréhension mutuelle, la tolérance et l'humilité.

Dans ce sens, la CAF a d'ores et déjà donné son accord pour soutenir l'UNOCA dans le cadre d'un « match pour la paix en Afrique centrale », lors de la célébration du 20ème anniversaire du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), qui se déroulera du 3 au 7 décembre à Brazzaville.